

# République Démocratique du Congo | Initiative Conjointe de Suivi des Marchés (ICSM)

## INTRODUCTION

La crise humanitaire à laquelle fait face la République Démocratique du Congo (RDC) est complexe, prolongée dans le temps et étendue à pratiquement tout le territoire national affectant des millions de personnes<sup>1</sup>. Des initiatives sont mises en place par les acteurs humanitaires pour répondre aux besoins des populations les plus vulnérables, dont les transferts monétaires qui sont de plus en plus utilisés.

C'est avec les objectifs d'accompagner la planification des activités de transferts monétaires par les acteurs de la réponse humanitaire et de faciliter l'identification des dynamiques des marchés que l'initiative conjointe de suivi des marchés (ICSM) a été créée. Elle est mise en oeuvre par REACH et par le [Cash Working Group](#) (CWG) en collaboration avec des organisations partenaires qui collectent des données dans les marchés d'intérêt pour la communauté humanitaire.

Cette publication de l'ICSM présente des données primaires des prix des articles alimentaires et non-alimentaires collectées par les partenaires de l'ICSM avec l'outil de collecte commun.

- 11 Organisations partenaires
- 40 Marchés évalués
- 872 Commerçants enquêtés
- 66% Femmes commerçantes
- 14 Produits évalués<sup>4</sup>
- Du 02 au 31 octobre
- Dates de collecte

## INDICATEURS CLÉS

### Coût médian du MEB

304'240 FC

144,05 USD<sup>2</sup>

▼ -8 669 FC -3%

Minimum<sup>3</sup> : 258'943 FC

Maximum : 440'625 FC

### Taux de change

Officiel

1 USD<sup>2</sup> = 2'112 FC

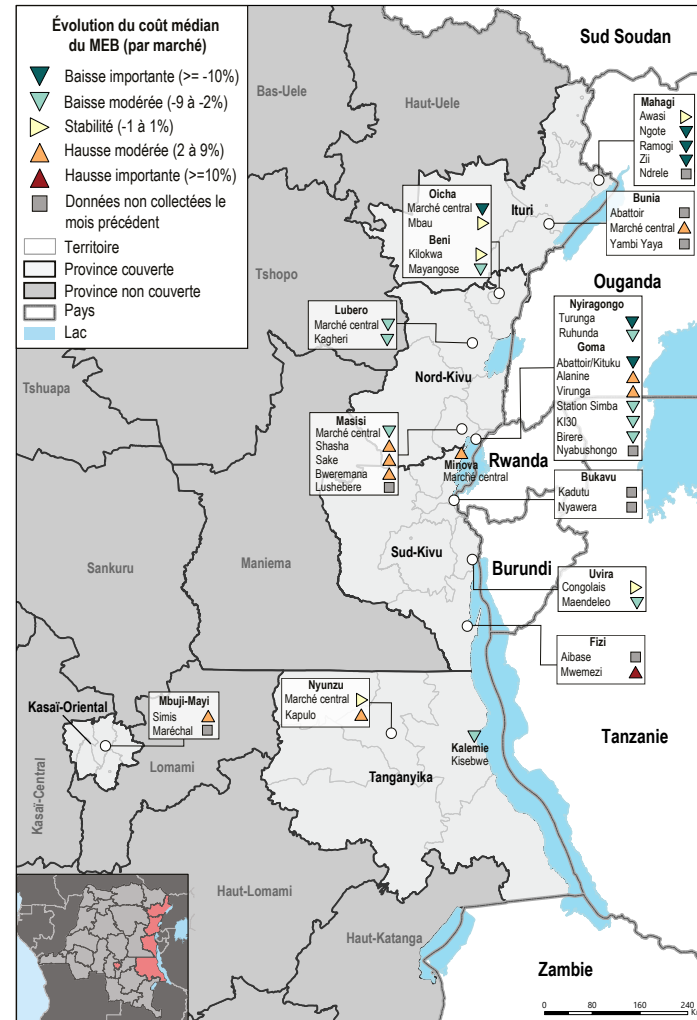
▼ -25%

Taux médian calculé avec l'ICSM

1 USD = 2'300 FC

▼ -21%

## Évolution du coût médian du Panier de Dépenses Minimum (MEB) par rapport au mois précédent, par marché



## MESSAGES CLÉS

- Au mois d'octobre, le coût médian du MEB calculé sur l'ensemble des marchés évalués a diminué de 3%, pour atteindre 304'240 FC congolais (FC). Il s'échelonnait de 258'943 FC au marché Kapulo de Nyunzu au Tanganyika à 440'625 FC au marché Mbau d'Oicha au Nord-Kivu.
- Le coût médian du MEB a diminué dans trois marchés évalués à Mahagi (Zii, Ngote et Ramogi). Bien que les commerçants interrogés ont majoritairement rapporté une constance des prix des articles alimentaires, ceux ayant rapporté une baisse au marché Zii l'ont attribuée à la baisse des prix pratiqués par les fournisseurs, à une amélioration de la sécurité ayant rendu le réapprovisionnement plus facile et à l'augmentation de l'offre des articles.
- Le coût médian du MEB a baissé dans la majorité des marchés évalués à Goma, notamment du fait d'une baisse du coût médian du panier alimentaire. Malgré qu'une grande partie des commerçants interrogés ait déclaré une stabilité des prix des articles alimentaires, stabilité également relayée par les médias locaux, voir une hausse des prix dans certains marchés, les commerçants ayant rapporté une baisse des prix de ces articles l'ont expliquée par l'augmentation de la production en raison du changement de saison culturale, la baisse des prix pratiqués par les fournisseurs et la baisse du taux de change, selon le marché considéré.
- Les marchés évalués dans le territoire de Masisi avaient globalement de graves problèmes de fonctionnalité. Une faible abordabilité des prix des produits et des infrastructures de stockage et de paiement limitées se sont cumulées à une mauvaise accessibilité physique et sécuritaire, bien que des différences existaient selon les marchés considérés.



## MEB

L'ICSM consiste en la mise en place d'un système collaboratif de suivi des prix d'un panier de biens. [Le panier de dépenses minimum](#) (Minimum Expenditure Basket, MEB), représente un groupe d'articles minimum nécessaire pour subvenir aux besoins d'un ménage congolais de 5 personnes (comprenant deux adultes, deux enfants de 5 à 17 ans et un enfant de moins de 5 ans<sup>5</sup>) pendant un mois. Celui-ci est composé d'un ensemble de biens et services de base qui sont accessibles sur les marchés et que les ménages bénéficiaires de l'assistance humanitaire sont susceptibles de prioriser.

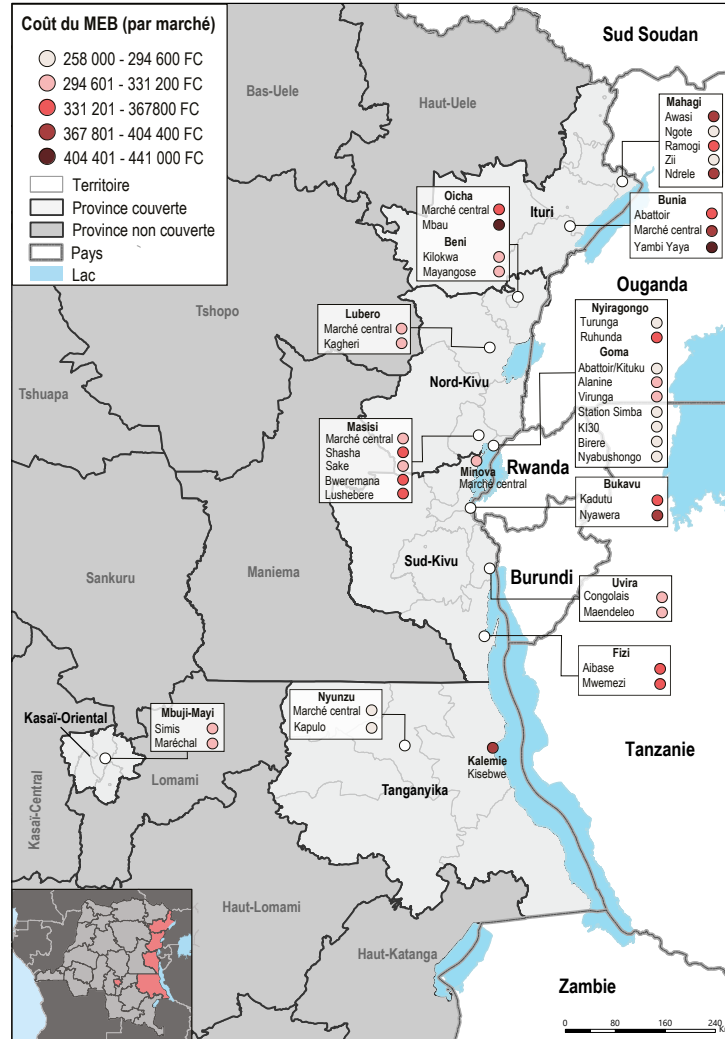
Articles alimentaires	Qté/ménage/mois
Farine de maïs	37,5 kg
Farine de manioc	37,5 kg
Haricots	27 kg
Huile	3,3 L
Sel	0,75 kg

Eau, hygiène et assainissement (EHA) et combustible	Qté/ménage/mois
Savon en brique (800 g)	3 pièces
Savon lessive en poudre (50 g)	6 pièces
Bandes hygiéniques (paquet de 10)	2 pièces
Combustible (braise, charbon, bois)	10 kg

Articles ménagers essentiels (AME) <sup>6</sup>	Qté/ménage/an
Natte deux places	2 pièces
Moustiquaire deux places	2 pièces
Bidon en plastique	2 pièces
Pagne 100% coton	1 pièce
Lampe solaire ou à pile	1 pièce

Autres dépenses <sup>7</sup>	Type de dépenses	Coût mensuel
Santé	Consultations et transport	70 200 FC
Éducation	Fournitures	4 875 FC
Communication	100 unités	2 000 FC
Abri	Entretien du logement	10 000 FC

## Coût médian du MEB par marché



## Tendances principales

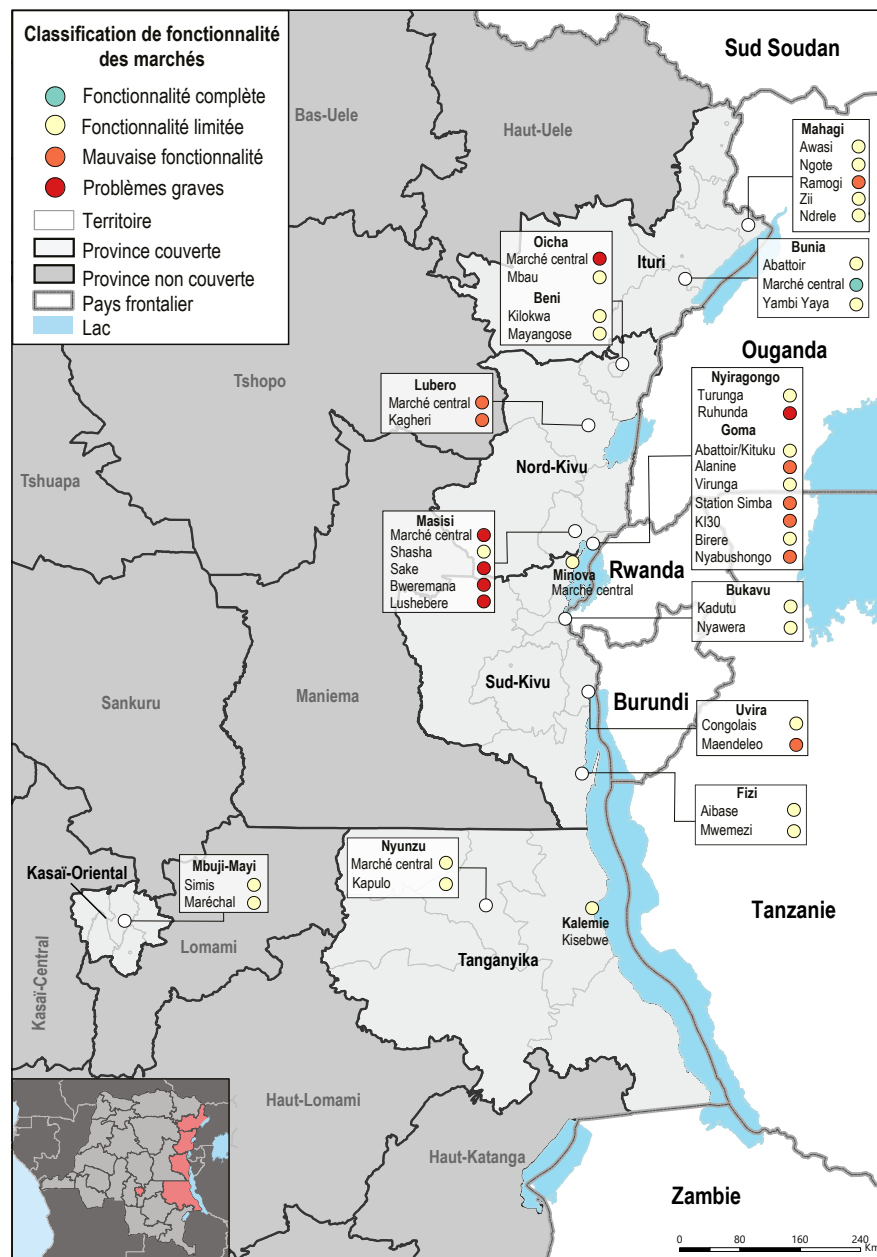
- Baisse du coût médian du MEB sur la quasi-totalité des marchés évalués à Goma :** Au mois d'octobre, les coûts médians du MEB ont baissé sur la quasi-totalité des marchés suivis dans le territoire de Goma (excepté sur le marché Virunga et Alanine de Goma). **Le coût médian du MEB s'échelonnait de 269'226 FC au marché Ki-30 à 328'052 FC au marché Virunga.** La baisse observée du coût médian du MEB serait notamment attribuable à la **diminution du coût médian du panier alimentaire**. Toutefois, la majorité des commerçants vendant des produits alimentaires dans les marchés Ki-30 (8/8) et Station Simba (4/7) a rapporté une hausse des prix de ces articles. En outre, la majorité des commerçants interrogés vendant des articles alimentaires aux marchés Abattoir (10/12) et Birere (2/3) a déclaré que les prix de ces articles étaient stables par rapport au mois de septembre. Ceux ayant rapporté une baisse au marché Abattoir (2/12) l'ont notamment expliquée par **l'augmentation de la production de ces articles en raison du changement de saison culturale (2/2) et la baisse du taux de change (1/2)**. De plus, le commerçant de Birere vendant des produits alimentaires et ayant rapporté une baisse des prix de ces produits (1/3) l'a justifiée par **la baisse des prix pratiqués par les fournisseurs**. Toutefois, la stabilité des prix semblait corroborée par les informations d'une source locale qui indiquait que **les prix des articles n'auraient pas baissé à Goma malgré l'appréciation du franc congolais<sup>8</sup>**.
- Baisse importante du coût médian du MEB sur les marchés Zii, Ngote et Ramogi dans le territoire de Mahagi :** Après une baisse de 8% au mois de septembre, le coût médian du MEB au marché Zii de Mahagi dans la zone de santé (ZS) d'Angumu **a encore baissé de 17%** au mois d'octobre pour atteindre **288'925 FC contre 348'484 FC en septembre**. La baisse observée serait attribuable à une **diminution du prix médian des articles alimentaires (excepté la farine de manioc et le sel)**. Cependant, la majorité des commerçants interrogés vendant des produits alimentaires (9/15) a déclaré que les prix de ces articles étaient restés stables par rapport au mois de septembre. Toutefois, les commerçants interrogés vendant des produits alimentaires et ayant rapporté une baisse des prix de ces articles (3/15), ont justifié cette baisse par **la baisse des prix pratiqués par les fournisseurs, l'augmentation de l'offre des ces articles et par l'amélioration de la sécurité ayant rendu le réapprovisionnement plus facile (2/3)**. Il convient de noter que les prix médians de l'ensemble des articles EHA/combustible ont aussi **fortement diminué**. En outre, **au marché Ngote** dans la ZS de Rimba, le coût médian du MEB **a baissé de 16%** en octobre, après une stabilité en septembre. Les prix médians de l'ensemble des articles alimentaires, EHA/combustible et AME (excepté la moustiquaire) ont baissé en octobre. Cependant, l'ensemble des commerçants interrogés (24/24) vendant des produits alimentaires a déclaré que les prix étaient restés stables par rapport au mois de septembre. Enfin, **au marché Ramogi** dans la ZS d'Angumu, le coût médian du MEB **a baissé de 11%** en octobre, après une hausse de 27% en septembre. La baisse observée serait attribuable à une **diminution du prix médian des articles alimentaires (excepté la farine de manioc) mais aussi des articles EHA/combustible**. Il est important de noter que la plupart des commerçants interrogés vendant des articles alimentaires a déclaré que les prix étaient restés stables depuis septembre (7/12).
- Hausse du coût médian du MEB au marché central de Minova :** Après avoir connu une baisse au mois de septembre, le coût médian du MEB **a augmenté de 6%** au mois d'octobre pour atteindre **306'629 FC contre 287'983 FC estimé en septembre**. La hausse du coût médian du MEB au marché central de Minova serait notamment attribuable à **l'augmentation du coût médian du panier alimentaire (+16%)**, expliquée par la hausse du prix médian de la farine de manioc. Par ailleurs, les prix des bandes hygiéniques, des nattes et des lampes ont aussi augmenté. Sur l'ensemble des commerçants interrogés vendant des articles alimentaires, ceux ayant rapporté une hausse des prix de ces articles (5/15) l'avaient attribuée à **l'augmentation des coûts de transport (4/5), à la baisse des distributions humanitaires (2/5) et dans une moindre mesure au changement de saison ayant rendu le réapprovisionnement plus difficile (1/5)**.

## SCORE DE FONCTIONNALITÉ DES MARCHÉS (MFS)

Le Score de fonctionnalité des marchés (Market Functionality Score, MFS) est un score développé par REACH pour évaluer et comparer le niveau de fonctionnement des marchés en RDC et dans d'autres pays. Ce score sur 100 se décompose en plusieurs dimensions qui sont pondérées en fonction de leur importance. Ces dimensions sont elles-mêmes parfois composées de différents indicateurs afin de couvrir les aspects principaux qui constituent ces dimensions<sup>9</sup>:

- **Disponibilité des produits au sein des marchés (30% du MFS)** : les vendeurs de ce marché peuvent-ils fournir de manière fiable tous les articles essentiels que les ménages locaux doivent acheter régulièrement ?
- **Accessibilité des marchés (25% du MFS)** : tous les acteurs du marché (y compris les clients) ont-ils un accès physique à ce marché ? Tous les acteurs du marché ont-ils un accès social à ce marché ? Ce marché et les routes qui y mènent sont-ils sûrs et sécurisés ?
- **Abordabilité des produits (15% du MFS)** : les clients ont-ils un accès financier à ce marché ? Les prix des articles de base sont-ils stables sur ce marché ?
- **Résilience des circuits d'approvisionnement (20% du MFS)** : les chaînes d'approvisionnement pour les articles clés de ce marché fonctionnent-elles de manière fiable ? Les fournisseurs de ce marché sont-ils systématiquement en mesure de réapprovisionner les articles de base qu'ils transportent avant qu'ils ne soient épuisés ? Les acteurs de ce marché obtiennent-ils leurs marchandises à partir de diverses villes et / ou routes d'approvisionnement, ou la plupart des marchandises atteignent-elles ce marché via une voie d'approvisionnement unique qui peut être vulnérable aux perturbations ?
- **Infrastructure du marché (10% du MFS)** : les infrastructures physiques dans et autour de ce marché (bâtiments, routes, etc.) sont-elles en suffisamment bon état pour soutenir les activités normales de subsistance et commerciales ? Les vendeurs de ce marché ont-ils accès à des installations de stockage verrouillées et sécurisées ? L'infrastructure financière existe-t-elle sur ce marché pour prendre en charge des modalités de paiement alternatives au-delà de l'argent liquide et du crédit informel ?

## Classification de la fonctionnalité des marchés

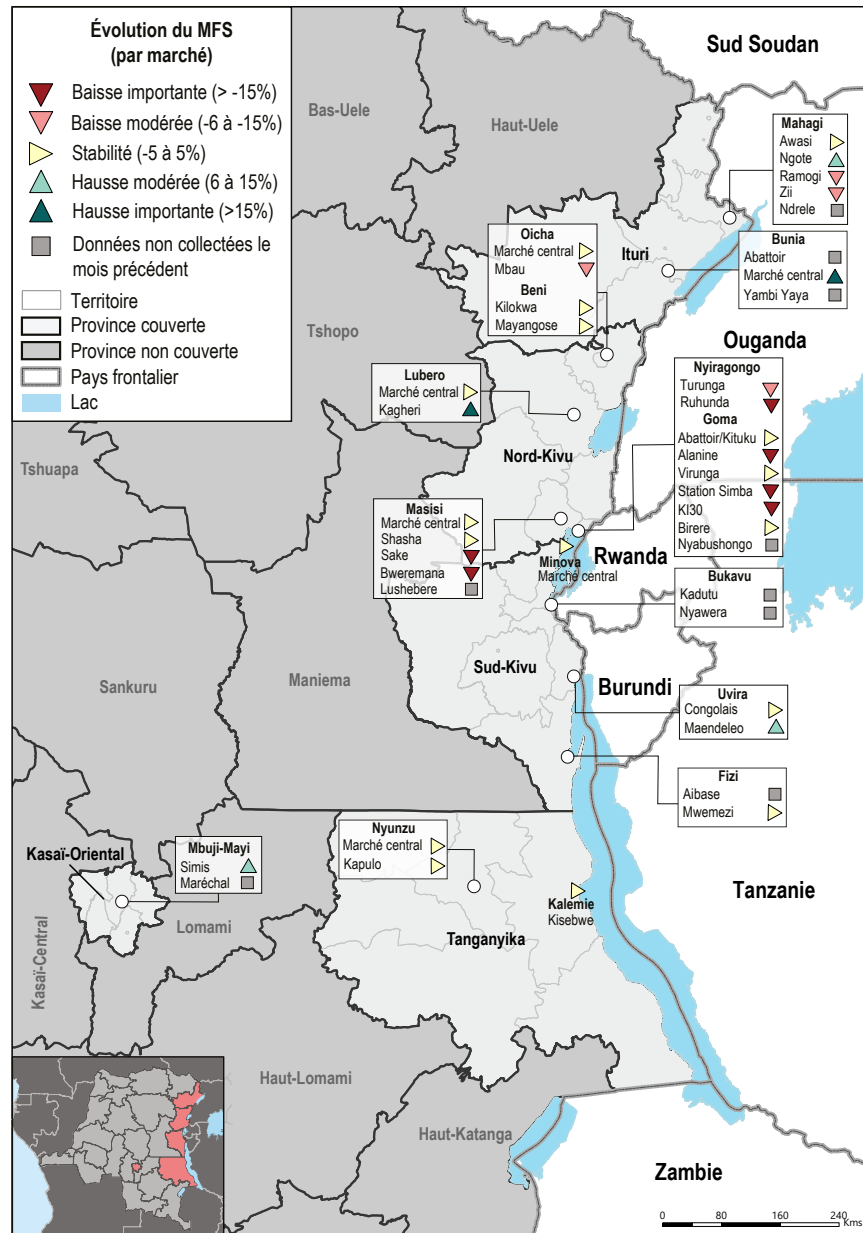


## Classification de la fonctionnalité des marchés

- **Fonctionnalité complète** : (1) le MFS total est > 80% du score total maximum et (2) aucune dimension n'est inférieure à 50% de son score maximum.
- **Fonctionnalité limitée** : (1) le MFS total est > 50% du score total maximum ou (2) pas plus d'une dimension n'est inférieure à 50% de son score maximum.
- **Mauvaise fonctionnalité** : (1) le MFS total est ≤ 50% du score total maximum ou (2) au moins deux dimensions sont inférieures à 50% de leur score maximum.
- **Problèmes graves** : (1) le MFS total est < 25% du score total maximum ou (2) au moins trois dimensions sont inférieures à 50% de leur score maximum.
- **Données insuffisantes** : une ou plusieurs dimensions entières n'ont pas pu être collectées sur ce marché, ce qui rend impossible le calcul d'un MFS complet.

La classification de la fonctionnalité des marchés repose donc sur deux aspects : le score de fonctionnalité du marché d'une part, et les scores observés pour chaque dimension et d'autre part, des scores dimensionnels très bas, pouvant ainsi entraîner des pénalités<sup>10</sup>.

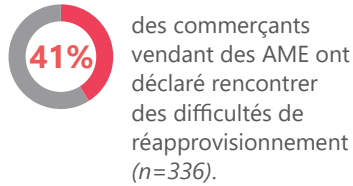
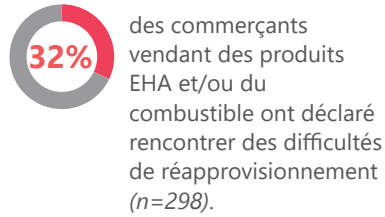
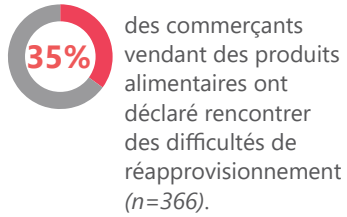
## Évolution du score de fonctionnalité des marchés par rapport au mois précédent, par marché



## Tendances principales

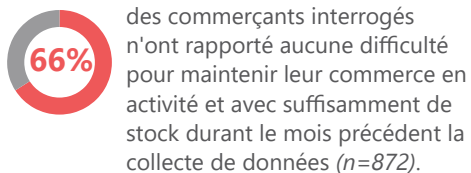
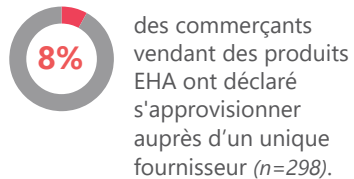
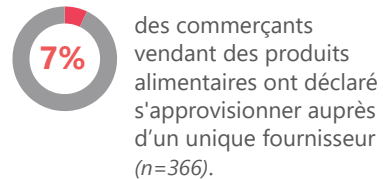
- Graves problèmes de fonctionnalité des marchés évalués dans le territoire de Masisi :** La fonctionnalité des marchés Bweremana et Sake de Masisi semble s'être détériorée entre septembre et octobre, passant respectivement de mauvaise à de graves problèmes. Si l'abordabilité des prix des produits et les infrastructures (stockage et modalités de paiement acceptées) étaient déjà limitées en septembre, d'autres difficultés se sont rajoutées au mois d'octobre. Au marché Bweremana, la disponibilité de la farine de maïs et des savons semble s'être dégradée, s'ajoutant à une disponibilité limitée de l'huile, du sel et du combustible déjà constatée en septembre. Par ailleurs, la résilience de circuits d'approvisionnement aurait diminué avec notamment des commerçants interrogés ayant plus de difficultés pour maintenir leur commerce ouvert avec suffisamment de stock. Au marché de Sake, l'accessibilité physique et sécuritaire se serait dégradée en octobre. En effet, les commerçants interrogés dans ce marché ont notamment rapporté un manque de transport pour se rendre au marché (4/22), l'éloignement du marché et des dates et heures d'ouverture du marché limitées (2/22). En outre, l'accès sécuritaire serait restreint, avec une peur des vols soulignée par les commerçants interrogés. Par contre, au marché Shasha, la fonctionnalité semble s'être améliorée, passant de mauvaise à limitée entre septembre et octobre. En cause, une amélioration des infrastructures de paiement (moyens de paiement acceptés), avec des commerçants interrogés déclarant accepter les paiements sous forme de crédit ce mois. Cette tendance devra toutefois être confirmée en novembre. Enfin, les marchés Lushebere et central de Masisi avaient toujours des graves problèmes de fonctionnalité en octobre. L'accès physique et sécuritaire y était toujours limité. En outre, l'abordabilité des prix des produits était faible et les infrastructures de stockage et de paiement y étaient dégradées.
- Amélioration de la fonctionnalité au marché central de Bunia :** La fonctionnalité du marché central de Bunia semble s'être améliorée entre septembre et octobre, passant de limitée à complète. L'abordabilité des prix des produits se serait améliorée avec notamment des commerçants interrogés ayant tendance à moins rapporter que leurs clients faisaient face à des difficultés financières. Par ailleurs, une amélioration de l'accès physique et sécuritaire ainsi que des infrastructures du marché a été observée en octobre. En effet, les infrastructures de stockage semblaient s'être améliorées avec une part plus importante de commerçants interrogés rapportant stocker leurs marchandises dans un espace de stockage sur le marché (23/42) et dans leur propre commerce (19/42).
- Fonctionnalité limitée des marchés évalués aux marchés de Mahagi :** La fonctionnalité des marchés Awasi et Zii évalués dans la ZS d'Angumu restait limitée en octobre. En particulier, l'abordabilité des prix des produits était toujours limitée au marché Zii, avec des commerçants interrogés ayant tendance à plus rapporter que leurs clients faisaient face à des difficultés financières. Par ailleurs, au marché Ramogi, toujours dans la ZS d'Angumu, la fonctionnalité semble s'être détériorée entre septembre et octobre, passant de limitée à mauvaise. Cette détérioration s'expliquait par une réduction de l'abordabilité des prix des produits avec une part plus importante de commerçants interrogés rapportant que leurs clients faisaient face à des difficultés financières et déclarant qu'ils seraient en incapacité de prédire les prix pratiqués par les fournisseurs au cours du mois suivant la collecte de données. De plus, les infrastructures de stockage et de paiement y restaient limitées. En outre, la fonctionnalité du marché Ndrele dans la ZS de Logo était limitée. L'abordabilité des prix des produits y était limitée pour les mêmes raisons que pour le marché Ramogi. Enfin, la fonctionnalité du marché Ngote évalué dans la ZS de Rimba semble s'être améliorée entre septembre et octobre, passant de mauvaise à limitée. Les infrastructures de stockage semblent s'être améliorées, avec des commerçants interrogés rapportant davantage stocker leurs marchandises dans leur propre commerce (14/30). Cette tendance sera à confirmer en novembre.
- Détérioration de la fonctionnalité aux marchés évalués dans le territoire de Beni :** La fonctionnalité des marchés Kilokwa et Mayangose est passée de complète à limitée entre septembre et octobre. L'abordabilité des prix des produits a diminué dans ces marchés en comparaison du mois de septembre, avec notamment des commerçants interrogés ayant tendance à davantage rapporter que leurs clients faisaient face à des difficultés financières.

## RÉAPPROVISIONNEMENT & DÉPENDANCE

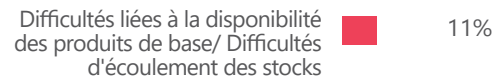


3 difficultés de réapprovisionnement les plus fréquemment rapportées par les commerçants ayant déclaré rencontrer des difficultés de réapprovisionnement, par type d'article : (Exprimé en pourcentage de répondants, plusieurs réponses possibles)

Rang	Raisons expliquant les difficultés de réapprovisionnement pour les articles alimentaires (N=128)		Raisons expliquant les difficultés de réapprovisionnement pour les articles EHA/combustible (N=96)		Raisons expliquant les difficultés de réapprovisionnement pour les AME (N=137)	
	Raison	40%	Raison	57%	Raison	71%
1	Mauvais état des route	40%	Instabilité du taux de change	57%	Instabilité du taux de change	71%
2	Hausse des prix pratiqués par les fournisseurs	38%	Mauvais état des route	36%	Hausse des prix pratiqués par les fournisseurs	34%
3	Instabilité du taux de change	38%	Coût élevé du transport	32%	Taxes élevées ou multiples	29%

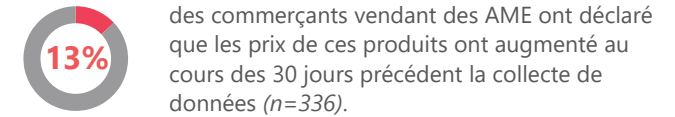
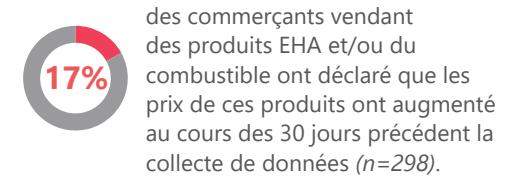
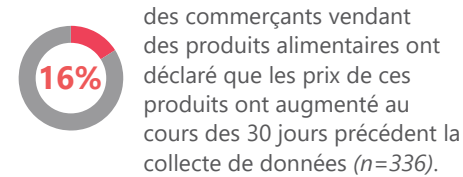
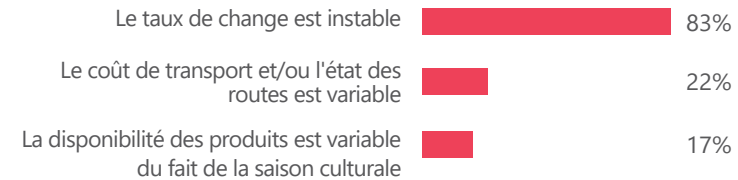


Difficultés les plus fréquemment rapportées par les commerçants pour maintenir leur commerce en activité et avec suffisamment de stock au cours du mois précédent la collecte de données : (Plusieurs réponses possibles, n=872)



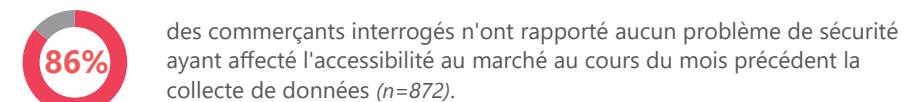
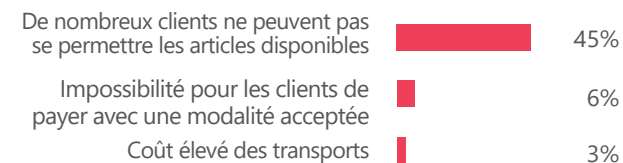
## PERCEPTION DE L'ÉVOLUTION DES PRIX

Top 3 des raisons expliquant les difficultés des commerçants à estimer les prix pratiqués par leurs fournisseurs pour le mois suivant la collecte de données : (Plusieurs réponses possibles, n=723)



## ACCESSIBILITÉ AUX MARCHÉS ET ABORDABILITÉ DES PRIX

Difficultés financières des clients les plus fréquemment rapportées par les commerçants au cours du mois précédent la collecte de données : (Plusieurs réponses possibles, n=872<sup>11</sup>)



## Méthodologie

L'ICSM consiste en une collecte mensuelle de données sur les prix et le niveau de fonctionnalité des marchés sélectionnés en fonction de leur intérêt pour la communauté humanitaire et de la capacité des organisations partenaires à y effectuer des collectes régulières.

Les données de l'ICSM sont collectées à l'aide d'un outil de collecte conçu par REACH consultable via les bases de données disponibles à la page [Z](#). Le plan d'analyse des données de l'ICSM est accessible dans les [termes de référence](#) de la recherche. La collecte sur les marchés est mise en œuvre sur la base du volontariat par les partenaires de cette initiative, rassemblés en un comité de pilotage dédié.

Les informations sur les prix sont collectées par le biais d'entretiens structurés avec des commerçants vendant leurs articles dans les marchés évalués. Dans le cadre de l'ICSM, un marché est défini comme un lieu rassemblant un minimum de 10 commerçants. Au sein des marchés suivis, les commerçants interrogés sont sélectionnés en fonction des critères suivants :

- Type de commerçants : seuls les détaillants vendant directement aux clients sont interrogés ;
- Nombre d'articles vendus : les commerçants vendant l'intégralité ou une majorité des articles du MEB sont priorités ;
- Gamme des articles vendus : les commerçants vendant des articles susceptibles d'être achetés par un ménage vulnérable sont priorités. Les commerçants vendant des articles considérés comme haut de gamme sont évités.

Dans le cadre de la collecte de données, il est demandé aux enquêteurs, lorsqu'ils en ont la possibilité, de relever un minimum de trois prix par article dans chaque marché. Le prix médian de chaque article est ensuite retenu pour l'analyse et le calcul du coût du MEB. Afin de permettre le calcul du coût du MEB dans tous les marchés suivis, lorsqu'aucun prix n'a

été relevé pour un article dans un marché, le prix médian de cet article à l'échelle de tous les marchés évalués est utilisé. Pour calculer les coûts médians du MEB au niveau du territoire, de la province, de la région ou du pays, la médiane des coûts médians des marchés concernés est utilisée<sup>12</sup>.

À partir d'avril 2025, une révision de la méthodologie d'imputation en cas d'articles non-évalués sur un marché a été réalisée. Auparavant, lorsqu'un article n'avait pas été évalué sur un marché, le prix manquant était remplacé par le prix médian de cet article calculé sur l'ensemble des marchés évalués. Toutefois, des marchés plus proches géographiquement sont plus à même de connaître des situations similaires. Ainsi, le prix manquant pour un article est désormais remplacé par la médiane calculée au niveau administratif le plus proche (la zone de santé si cet article a été évalué dans un autre marché de la zone, au cas contraire le territoire, etc)<sup>13</sup>.

### Défis et limites

Les données sur les prix incluses dans ce bulletin ont été collectées lors des entretiens avec les commerçants sur les marchés et ne sont présentées qu'à titre indicatif.

Pour certains articles, le seuil de trois cotations n'a pas été atteint, soit en raison de la rareté de ces articles dans les marchés concernés soit par manque de temps. Pour plus d'informations, veuillez consulter la base de données accessible au lien en page [Z](#).

Afin de permettre aux enquêteurs n'étant pas munis de balances de collecter des données sur les biens alimentaires, les prix de certains articles vendus dans des unités de mesure locales (kopo, cuvette, ekolo, etc.) ont été convertis en prix au kilogramme et au litre à partir d'un tableau de conversion unifié à l'échelle territoriale ou nationale selon les unités considérées. Cependant, ces unités de mesure étant susceptibles de varier entre les différentes localités, elles ne reflètent pas systématiquement le prix d'un kilogramme ou d'un litre de l'article évalué.

## Partenaires de l'initiative :



## À PROPOS DE REACH

REACH facilite le développement d'outils et de produits d'information visant à renforcer la capacité des acteurs de l'aide à prendre des décisions fondées sur des données quantitatives et qualitatives dans des contextes d'urgence, de relèvement et de développement. REACH utilise des méthodologies basées sur la collecte et l'analyse approfondie de données, et l'ensemble de ses activités sont menées à travers les mécanismes interagences de coordination humanitaire. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNITAR/UNOSAT).



h—h  
H2H Network  
Humanitarian  
Action Support



REACH  
Informing  
more effective  
humanitarian action

**NOTES DE FIN**

1 OCHA, février 2025, [République démocratique du Congo : Besoins Humanitaire et Plan de réponse 2025 \(février 2025\)](#).

2 Les prix médians sont initialement calculés en FC. La conversion en USD est effectuée sur la base du taux fixé par la [Banque centrale du Congo](#). Le taux le plus proche du 15 du mois est utilisé ici.

3 Les valeurs minimales et maximales sont calculées au niveau du territoire.

4 Les articles alimentaires, EHA et le combustible font l'objet d'une collecte de prix mensuelle. Les prix des AME, qui sont achetés plus ponctuellement par les ménages et dont le coût est moins susceptible de connaître des variations importantes, sont collectés sur une base trimestrielle. Pour les partenaires du consortium EAST, les prix des AME sont collectés tous les mois, alors que pour le reste des partenaires ils ne le sont que tous les trois mois. Dans ce dernier cas, les prix médians du dernier cycle de collecte de données sont utilisés pour les mois où aucune relève de prix pour ces articles n'a été effectuée. Ce mois-ci, les prix des AME ont été collectés dans tous les marchés évalués.

5 Les informations sur la composition du ménage sont tirées de l'enquête par grappe à indicateurs multiples [MICS-RDC-2018](#)

6 Les dépenses des ménages pour les AME, qui sont plus ponctuelles, sont comptabilisées en nombre de pièces achetées par année. Afin de permettre leur intégration au calcul du MEB mensuel, le coût d'une unité de ces articles est divisé par douze selon le nombre de pièces consommées annuellement.

7 Les coûts des composantes de la partie « autres dépenses », qui sont difficilement quantifiables ou peu accessibles sur les marchés, ne sont pas suivis dans le cadre de l'ICSM. Afin de permettre leur intégration au calcul du coût médian du MEB, des coûts fixes mensuels ont été retenus en se basant sur les sommes incluses dans le canevas du [MEB national harmonisé](#).

8 Radio Okapi, octobre 2025, [Pas de baisse des prix à Goma malgré l'appréciation du franc congolais](#).

9 Un marché peut avoir un score de fonctionnalité élevé mais être considéré comme ayant une fonctionnalité limitée s'il sous-performe dans une des dimensions (score inférieur à 50% du score maximum). Par exemple, un marché ayant un score de fonctionnalité de 80/100 mais avec une sous-performance au niveau de la résilience des circuits d'approvisionnement (5/20), se verra considéré comme ayant une fonctionnalité limitée. Si cette sous-performance concerne plus d'une dimension, alors il pourra même être considéré comme ayant une mauvaise fonctionnalité (si 2 dimensions sont concernées) ou même comme ayant des problèmes graves (si 3 dimensions sont concernées). Une note méthodologique complète est disponible sur demande.

10 Des précisions sur les indicateurs sont présentées dans la note méthodologique, disponible sur demande.

11 L'option de réponse "Je ne sais pas/Je ne préfère pas répondre" n'est pas présentée sur le graphique.

12 À partir du mois de juin 2023, la méthodologie d'agrégation des coûts médians a été revue, sous recommandation de certains acteurs techniques afin d'être plus robuste. Les résultats ne changeant pas significativement, les comparaisons avec les mois précédents sont présentées, mais doivent être considérées avec d'autant plus de prudence. Les coûts médians sont désormais calculés en utilisant la médiane des coûts par marchés concernés - calculée à partir de la médiane des coûts pour chacun des articles collectés au sein d'un même marché - quel que soit le niveau d'agrégation. Cette méthodologie remplace la méthodologie dite de « la médiane des médianes », qui consistait à calculer un coût médian au niveau national à partir d'un coût médian au niveau régional, calculé à partir d'un coût médian au niveau des provinces, lui-même calculé à partir d'un coût médian au niveau des territoires, qui était calculé à partir des coûts médians des marchés concernés.

13 Il convient de noter que le changement de méthode d'imputation n'a entraîné que des changements mineurs dans les coûts calculés lors des analyses précédentes. Ces analyses restent donc pertinentes.

**Qu'est-ce que le Cash Working Group ?**

[Le Cash Working Group](#), ou Groupe de travail national sur l'assistance monétaire en RDC, est une composante de l'Inter-Cluster National et a pour objectif d'appuyer le développement d'une approche stratégique dans le domaine de l'assistance monétaire sectorielle et à usages multiples, en vue de sa meilleure prise en compte dans le cycle de programmation humanitaire en RDC. Plus particulièrement, il vise à assurer la mise en place de mécanismes inter-agences et multisectoriels favorisant de manière inclusive le développement d'une assistance monétaire de qualité.

Dernières publications de l'ICSM			
Analyses de la pertinence et de la faisabilité des transferts monétaires	<a href="#">Ituri</a>	<a href="#">Nord-Kivu</a>	<a href="#">Sud-Kivu</a>
Octobre 2025	<a href="#">Base de données</a>		
Septembre 2025	<a href="#">Fiche d'information</a>	<a href="#">Base de données</a>	
Août 2025	<a href="#">Fiche d'information</a>	<a href="#">Base de données</a>	
Juillet 2025	<a href="#">Fiche d'information</a>	<a href="#">Base de données</a>	
Juin 2025	<a href="#">Fiche d'information</a>	<a href="#">Base de données</a>	
Mai 2025	<a href="#">Fiche d'information</a>	<a href="#">Base de données</a>	

Vous pouvez consulter les autres publications de l'ICSM [ici](#).

